



L'élection générale de 2018 ne scellera pas le sort de l'option indépendantiste

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

Les sondages préélectoraux de la dernière année semblent sans équivoque : le prochain scrutin s'annonce douloureux pour les indépendantistes. Ce n'est pas la première fois dans leur histoire qu'ils semblent jouer de leur survie. Mais cette fois-ci pourrait être la bonne... Le sort du projet indépendantiste semble être lié aux succès électoraux du Parti québécois, mais il ne l'est pas entièrement. Ce projet est assurément plus grand que cette formation. Comment pourrait-il en être autrement pour un projet d'une telle portée politique ; d'un projet qui touche le destin politique d'un peuple tout entier ? Le rêve indépendantiste existe bel et bien aussi à l'extérieur de ce parti. En fait, il se porte même assez bien au sein de la société civile. Mais, il est illusoire de penser qu'une cuisante défaite pour ce parti serait sans nuire aux chances de voir le Québec accéder à l'indépendance dans un avenir rapproché – et ce, bien davantage d'ailleurs que ce qu'a pu signifier la déroute du Bloc québécois en 2011. Si la famille indépendantiste devait perdre la force de la représentation parlementaire qu'elle a depuis la première élection des députés indépendantistes à l'Assemblée nationale en 1970¹, elle se priverait alors d'un important levier pour la réalisation de son projet. Comme c'est par la voie démocratique que la fondation de la République libre du Québec devra se faire, l'élection de députés indépendantistes est cruciale.

La politique est imprévisible et l'élection d'octobre pourrait donner des résultats surprenants. Le Parti québécois peut encore rebondir, à la faveur d'une campagne électorale qui sera déterminante et exceptionnellement longue². Cela ne peut être exclu, car rien n'est impossible en politique. Or, un tel espoir ne saurait dispenser de la tâche d'envisager le scénario du pire. Aussi, faut-il dès maintenant réfléchir à ce qui s'annonce dans la nouvelle conjoncture qui risque de s'ouvrir au lendemain du prochain scrutin québécois. Cela passe d'abord par la prise d'un certain recul historique pour mieux penser l'avenir du projet indépendantiste, à la lumière des choix stratégiques qui ont été faits à la fin des années 1960, au moment de l'émergence du souverainisme, et qui continuent de conditionner le jeu politique aujourd'hui. On pourrait voir certains indépendantistes en appeler à remettre en cause ces choix.

D'un nationalisme culturel au nationalisme politique : le choix de l'indépendance

De tous les choix stratégiques faits par la famille nationaliste il y a un peu plus d'un demi-siècle, le plus important a été celui d'avoir endossé une posture résolument politique, quittant ainsi la sphère essentiellement culturelle dans laquelle il s'était en quelque sorte réfugié après l'échec du projet républicain des Patriotes. Le nationalisme de survivance a certes permis à la nation québécoise de se conserver et de prospérer, et ce, au moment où l'Empire britannique était à l'apogée de sa puissance et de sa gloire. Il a également permis certaines avancées politiques à l'intérieur du régime canadien. Mais les transformations sociales, culturelles, économiques et politiques qui accompagnèrent la Révolution tranquille entraînent une transformation en profondeur du nationalisme au Québec, lequel va désormais adopter une posture politique.

Au surplus, le nationalisme québécois va également faire le choix d'appuyer une option politique radicale pour l'époque : le choix de l'indépendance du Québec. Ce choix stratégique n'allait pourtant pas nécessairement de soi dans les années 1960 au sein de la famille nationaliste, même si plusieurs dynamiques à l'œuvre au sein de la société québécoise de l'époque pouvaient y tendre et laisser voir dans le projet indépendantiste une sorte d'aboutissement logique. Après l'adoption de la nouvelle identité nationale québécoise, la construction d'institutions étatiques nationales fortes dans le cadre de la province de Québec et l'affranchissement économique graduel des Canadiens français, le projet de conduire le Québec au statut d'État souverain pouvait paraître pour plusieurs comme revêtant un aspect quasiment inéluctable. Ce n'était qu'une question de temps, avant que le Québec ne vole de ses propres ailes. Or, il n'y a aucun déterminisme en politique. Le nationalisme québécois naissant aurait bien pu demeurer fédéraliste en se refusant de soutenir un tel projet, dont plus personne ou presque n'avait entendu parler depuis la fin du rêve patriote un peu plus d'un siècle plus tôt. Il a plutôt fait le choix de l'indépendance du Québec.

Ce ne sont évidemment pas tous les nationalistes au Québec qui vont adhérer à cette option. Nombreux sont les membres de l'Union nationale et la rejeter, et ce, après avoir presque cédé à la tentation d'y souscrire au début de la chefferie de Daniel Johnson. De même, trouve-t-on encore, à l'époque, de nombreux nationalistes au sein du Parti libéral du Québec, tel que les Paul Gérin-Lajoie, dont on soulignait le décès récemment. Mais l'option indépendantiste s'impose comme le choix stratégique dominant des forces nationalistes au Québec à partir de la fin des années 1960. C'est ainsi à cette époque que la présente revue adopte la posture résolument indépendantiste qui est toujours la sienne.

En plus du choix de soutenir l'option indépendantiste, un autre choix stratégique capital s'impose également à cette époque au sein de la famille nationaliste, lequel continue d'influencer l'action indépendantiste : le choix de la voie démocratique pour mener le Québec à sa pleine souveraineté. Dans le contexte politique de la fin des années 1960, la voie révolutionnaire était celle privilégiée par de nombreux mouvements politiques partout sur la planète, notamment au sein des mouvements anticoloniaux, duquel s'inspire alors la famille indépendantiste. La voie révolutionnaire ne réussira pourtant jamais à s'imposer

chez les nationalistes québécois et restera toujours une voie marginale. Et l'échec de l'approche défendue par le F.L.Q. vint définitivement sceller le sort de cette option et confirmer la voie démocratique comme la plus légitime et la plus conforme aux valeurs dont le projet d'indépendance se veut l'expression.

Privilégiant la sphère politique, embrassant l'option indépendantiste, et optant pour la voie démocratique, le nationalisme québécois se décide au surplus à jouer le jeu parlementaire, en investissant l'arène politique. Dès 1966, le R.I.N. (Rassemblement pour l'indépendance nationale) se transforme en parti politique et présente 73 candidats à l'élection générale. Quatre ans plus tard, le Parti québécois, nouvellement formé, réussit à présenter des candidatures dans toutes les circonscriptions québécoises. Là encore, la voie parlementaire tient d'un choix stratégique et non d'une quelconque nécessité historique ; les indépendantistes auraient tout aussi bien pu choisir de demeurer un mouvement social à portée politique en se refusant au jeu électoral.

Dans le scénario à venir d'une défaite des indépendantistes lors du prochain scrutin général, quel horizon s'ouvrira alors aux indépendantistes ? On assistera très certainement à la remise en cause par les indépendantistes de certains des grands choix stratégiques qui ont orienté jusqu'ici ses forces depuis la montée en puissance de l'option indépendantiste dans les années 1960. Certaines de ces remises en cause constitueraient toutefois des erreurs stratégiques graves.

Abandonner le nationalisme pour sauver

l'indépendance

Dans le nouveau contexte qui s'ouvrira potentiellement au lendemain du prochain scrutin, il est fort à parier que certains indépendantistes, et au premier chef, ceux qui se réclament d'une appartenance plus franche aux valeurs progressistes, risquent de se poser comme question : si l'option indépendantiste apparaît aujourd'hui affaiblie, cela ne tient-il pas du fait que le discours nationaliste, qui s'articule autour des questions identitaires, n'est plus aujourd'hui adéquat pour bon nombre de Québécois, notamment, les plus jeunes générations ? Si l'on veut un jour faire du Québec un pays, la voie la plus sûre ne serait-elle pas d'abandonner ce qui précisément tire l'option vers le bas, soit le discours nationaliste ? Telle est la question que se posent déjà de nombreux indépendantistes qui militent aujourd'hui au sein de Québec solidaire, formation indépendantiste qui rejette de plus en plus clairement toute question identitaire autre que celles articulées à travers le filtre du multiculturalisme à la canadienne. Le contexte politique à venir risque d'amener de nombreux autres militants à laisser franchement tombé le discours nationaliste qui a toujours été au centre du projet indépendantiste – sans pourtant que ce projet se réduise à ce discours – en faveur de l'indépendance, pour articuler ce projet autour d'un projet de société progressiste, de valeurs égalitaristes, de la défense de l'environnement, etc.

Or, cette posture repose sur une prémisse dont il convient de bien mesurer le sens ou la portée. L'indépendance du Québec sans le nationalisme est-elle possible ? Autrement dit, les forces progressistes pourraient-elles, à elles seules et sans l'appui stratégique que peuvent leur procurer les forces nationalistes, conduire le Québec à l'indépendance ? Il est ici utile de rappeler que c'est l'alliance entre progressistes et nationalistes qui a permis l'incroyable montée en puissance de l'option indépendantiste à la fin des années 1960. Rappelons qu'entre la création du Parti québécois et sa prise du pouvoir, il ne s'est écoulé que huit ans. Dès sa première élection générale, le parti de René Lévesque récolte 23,2 % des votes. Pour comparaison, Québec solidaire existe depuis 12 ans et n'a récolté lors du dernier scrutin que 7,63 % des voix... Cette alliance historique entre progressistes et nationalistes a depuis le début été au cœur des succès notamment électoraux du camp indépendantiste. Et cette alliance a été derrière le vote indépendantiste lors du dernier référendum.

Or, dans quel état se trouve aujourd'hui cette alliance ? Elle est mal en point. Depuis le dernier rendez-vous référendaire, et encore plus franchement depuis la création de Québec solidaire en 2006, on assiste à une lente division du vote indépendantiste, laquelle suit en grande partie les lignes de fractures idéologiques entre les forces progressistes et les forces nationalistes. Le rejet par les militants de Québec solidaire de toute forme d'alliance stratégique avec le Parti québécois lors de leur dernier congrès national l'an dernier est venu porter un dur coup à cette alliance déjà affaiblie. Le divorce n'est pas encore consommé, mais on peut présumer que si le parti de Jean-François Lisée devait connaître un échec électoral en octobre prochain, cela marquerait la fin définitive de cette alliance historique.

Mais revenons à la question fondamentale : l'indépendance sans le nationalisme est-elle possible au Québec ? Non. Tout simplement non. Il est bien évident que les forces progressistes québécoises ne réussiront jamais à elles seules dans le contexte politique contemporain à conduire le Québec à l'indépendance, tant les forces politiques contre lesquelles elles doivent lutter sont puissantes et organisées. Soyons clairs : le seul mouvement politique assez puissant pour amener le peuple québécois tout entier à faire sécession d'un pays comme le Canada, est cette alliance entre les forces progressistes et les forces nationalistes. Pour les progressistes, sans les nationalistes, point d'indépendance du Québec. Mais de même, pour les nationalistes, sans les progressistes, l'indépendance restera inatteignable.

Abandonner l'indépendance pour sauver le

nationalisme

L'horizon qui risque de s'ouvrir au lendemain du scrutin d'octobre pourra également amener d'autres indépendantistes à envisager un autre scénario, lequel serait tout aussi risqué pour le Québec. Si l'indépendance semble inatteignable à court ou à moyen terme, pourquoi alors persister dans cette voie ? N'y a-t-il pas des limites à s'acharner à lutter pour une cause et aller d'échec en échec. Les deux défaites référendaires ont laissé des séquelles dans la psychologie collective des Québécois, que le temps est lentement en train de panser. Une certaine fatigue s'est installée au sein du peuple québécois. Aussi, entend-on déjà certains nationalistes – dont un certain nombre d'opportunistes attirés par les promesses de la Coalition avenir Québec – en appeler à une sorte de repli stratégique consistant à mettre de côté le projet indépendantiste. Si l'on ne parvient pas à l'indépendance, il faut au moins sauver les meubles ! Cette stratégie n'est évidemment pas sans rappeler celle des réformistes de 1840, en réponse à l'échec du projet des Patriotes. Est-ce bien réaliste ?

Adopter une telle posture signifierait dans les faits une sorte de retour en arrière, comme un retour au status quo ante bellum pour le nationalisme québécois. Le nationalisme québécois devrait ainsi se contenter à en appeler à travailler à obtenir pour le Québec le plus de pouvoirs à l'intérieur du cadre

canadien, plutôt que de revendiquer la pleine souveraineté du Québec. Or, un tel retour serait extrêmement risqué pour le peuple québécois. Il faut voir que l'option indépendantiste s'est construite à l'intérieur d'un jeu politique de forte opposition avec le régime canadien. L'abandon définitif et volontaire de l'option par le camp nationaliste ne pourra être perçu autrement par le Canada que comme une forme d'abdication, d'aveu de défaite. Et comme ce sont les Québécois eux-mêmes qui ont entrepris de « briser le Canada » – la seule véritable signification du projet indépendantiste du point de vue canadien –, il ne tiendrait donc qu'à eux d'en assumer tous les frais politiques s'ils se décidaient à abandonner cet objectif. Vae Victis ; malheur aux vaincus ! Les Canadiens ne feraient aucune concession aux Québécois s'ils devaient revenir frapper à la porte de ce pays pour demander d'y être à nouveau admis comme membre à part entière. Tout retour au Canada ne se ferait alors qu'aux conditions établies par les Canadiens et par eux seuls. Cela ne pourrait que signifier un recul significatif de la place du Québec au sein du Canada. Si retour il devait y avoir, il serait tout sauf heureux pour le Québec. Au final, nul doute que l'option d'un « retour au Canada » impliquerait un prix politique beaucoup plus élevé que ce qui risque de leur en coûter si les Québécois se décidaient enfin de voler de leurs propres ailes ou s'ils devaient continuer à travailler à la réalisation de l'indépendance.

Garder l'option vivante en attendant le prochain cycle politique

Que retenir de ces choix stratégiques pour repenser l'avenir du projet indépendantiste ?

L'indépendance du Québec est un projet politique d'une portée qui ne saurait entièrement se laisser déterminer par les cycles électoraux. En ce sens, même si l'élection générale de 2018 devait se solder par des résultats désastreux pour les forces parlementaires indépendantistes, celle-ci ne scellera assurément pas le sort de l'option indépendantiste, même si elle risque toutefois d'en reporter à plus tard la réalisation. L'indépendance du Québec est un projet touchant le destin collectif de tout un peuple et les peuples vivent dans des horizons de temps long. La joute électorale s'articule quant à elle dans un horizon de temps court. L'histoire est remplie d'exemples de peuples qui ont mis des générations avant de pouvoir accéder à la communauté des nations – les Irlandais ont mis plus de trois siècles avant d'avoir leur État, les Finlandais durent attendre plus d'un siècle avant d'accéder à leur indépendance, etc. Si le peuple québécois est sérieux dans son désir d'accéder un jour à son indépendance, il devra se résoudre à accepter cet horizon de temps.

Dans l'immédiat, il importe de travailler à garder vivante l'option indépendantiste dans la société civile. Concrètement, cela devra passer par la tâche de rebâtir l'alliance historique entre les progressistes et les nationalistes. Sans cette alliance, le projet indépendantiste est condamné. La tâche ne sera pas simple, tant la logique multiculturaliste à la canadienne semble avoir pénétré l'esprit de nombreux progressistes québécois, à un point tel que plusieurs sont aujourd'hui devenus allergiques à toute revendication nationaliste ou identitaire, même les plus modérées. De l'autre côté, il faudra aussi amener de nombreux nationalistes qui remettent de plus en plus en cause l'adhésion des progressistes au projet indépendantiste, à accepter que le projet de l'indépendance du Québec porte en lui un projet de société et des revendications globales qui ne peuvent être réduites aux seules questions identitaires.

L'autre tâche la plus importante qui incombe aux indépendantistes est assurément de redonner un nouveau « sens » au projet de faire du Québec un pays. Le projet indépendantiste n'a absolument rien perdu de sa pertinence : tant que le peuple québécois continuera d'exister et de revendiquer cette ambition collective commune, marquée par une histoire et une culture en partage, mais surtout un sentiment d'un destin commun, l'idée de faire du Québec une République libre gardera toute sa pertinence. Après tout, la liberté politique ne représente-t-elle pas la condition d'existence « normale » pour tout peuple ? Force est néanmoins reconnaître que le sens même du projet indépendantiste s'est aujourd'hui dissipé et que pour les plus jeunes générations, ce projet apparaît de plus en plus vague et assurément moins inspirant. J'ai plaidé dans de nombreux articles et essais en faveur d'un tournant républicain pour repenser le projet : l'indépendance du Québec doit signifier une appropriation collective par le peuple du Québec de ses institutions politiques. Le travail de réactualisation du projet indépendantiste devrait représenter le premier chantier des forces indépendantistes cet automne.

La politique est faite de surprises et de revirements. Le contexte politique aujourd'hui en apparence peu favorable à l'indépendance pourrait à nouveau se montrer plus favorable, et ce, dans un avenir même rapproché – qui aurait pu croire en 1985 après la victoire de Robert Bourassa à l'élection générale du Québec et la défaite du Parti québécois que dix ans plus tard un référendum allait presque conduire le Québec à l'indépendance ? Aux indépendantistes de travailler à se tenir prêts pour être à nouveau en mesure de déployer leurs forces lorsque la conjoncture s'y prêtera.

¹ Et même, pour être plus juste, depuis le député François Aquin qui quitta le Parti libéral du Québec pour siéger comme indépendant « indépendantiste » à l'été 1967.

² Au moment d'écrire ses lignes, la campagne électorale n'était toujours pas lancée, mais on savait déjà qu'elle serait de 39 jours, soit la limite supérieure légale prévue par la Loi électorale.